

ON S'ABONNE : A CONSTANTINOPLE, au Bureau du Journal, A Galata, Chez les VILLES de LEBRON, à l'Agence des Papiers Français, A MARSEILLE, chez M. G. Mier, Librairie, A PARIS, chez M. Chastanet aîné, rue de Valenciennes, N. 6. A MARIENBURG, chez M. von Camplin et Cie, A LORRAINE, chez MM. JAMES Couët et Fils, Foreign Newspaper Office, 5, St Ann's Lane, general Post Office.

JOURNAL DE CONSTANTINOPLE

ECHO DE L'ORIENT.

PRIX DE L'ABONNEMENT : CONSTATINOPLE 6 mois, 10 francs. PROVENCE ET STRASBOURG 6 mois, 10 francs. PRIX DES ANNONCES : La ligne 5 francs au G. R. Le 3^e journal paraît les 1^{er}, 6, 11, 16, 21, 26 de chaque mois. Les Abonnements durent de 1^{er} et de 16

INTÉRIEUR.

CONSTANTINOPLE, 1^{er} Janvier.

L'ANNÉE 1847.

L'année qui s'est finie a été bonne pour la Turquie, et nous espérons que celle qui commence ne le sera pas moins.

Il faut tout d'abord le reconnaître : la Réforme porte ses fruits. Si le présent diffère et tend tous les jours à différer davantage du passé, ce résultat est dû à l'esprit nouveau qui inspire le gouvernement et préside à tous ses actes. Il y a une amélioration sensible dans tous les services publics : on y a introduit plus d'ordre et plus d'économie ; plus de droiture et plus de fermeté. Aussi le progrès s'est fait remarquer en tout, et le bien réalisé est d'un heureux présage pour le bien à venir.

En récapitulant les faits principaux de l'année 1847, on doit s'approprier pour la Turquie de la solution qu'ont reçue. Cependant la satisfaction qu'on en éprouve n'est pas exempte de regrets ; mais, disons-le pour la justification du gouvernement impérial, il n'est pour rien dans la cause de ces regrets. Nous voulons parler des incendies qui ont désolé la capitale et Bacharrah, et qui ont occasionné des pertes énormes d'un côté, et de 400 millions de piastres, nous voulons parler encore de cette terrible maladie qui, venue des contrées éloignées de l'Asie, traîne à sa suite la mort et la désolation. Après avoir ravagé la Perse, le choléra a envahi le Kurdistan et l'Arménie, puis il est venu jusqu'au sein de la capitale ; mais le nombre des victimes qu'il a faites en Turquie, a été bien moins grand que partout ailleurs : c'est à ce point, que bien des gens ont pu révoquer en doute son existence à Constantinople, où cependant il est encore, mais si faible dans ses effets, que les gens de bien ont pu croire à la société en son pas, pour ainsi dire, affaiblie. Espérons, en attendant que la Turquie en soit complètement délivrée, que sa conservation ne perdra pas la béatitude qu'il a conservée depuis son invasion.

Les choses sont ainsi faites dans ce bas monde, que la plupart du temps, ce qui nuit à l'un, profite à l'autre. La disette, qui a eu des effets déplorables en Europe, mais surtout en Angleterre, a rempli les côtes des agriculteurs de la Turquie et donné une prodigieuse activité à la navigation de la Mer-Noire et de la Méditerranée. Comme mesure de cette activité, nous citerons le fait suivant : la moyenne des bateaux français de commerce qui viennent à Constantinople annuellement, est à peu près de 60 ; cette année, plus de 500 sont entrés dans le port. La Turquie a vendu en céréales pour 400 millions de piastres au moins, et bien que ces transactions, par suite de folles spéculations, aient produit la ruine à tant peu et pesé encore sur l'Angleterre, les places commerciales de l'Empire ont peu souffert. Il ne faudrait pas cependant attendre le bien-être des agriculteurs du pays, car les disettes qui peuvent affliger les états étrangers. Ainsi que cela semble indiqué par les routes qui viennent d'être commencées sur quelques points de l'Empire, notamment dans le Kurdistan, il serait mieux de s'assurer par un bon système de voies de communication, et par des mesures ayant pour effet de détruire l'esprit routinier qui s'oppose aux progrès de cette grande industrie, et d'ouvrir des débouchés à ses productions. C'est dans ce but que le gouvernement a établi à San-Stefano une ferme-modèle, et qu'il cherche à propager dans la culture du riz. L'augmentation du budget de la marine peut avoir couru également à ce résultat par la construction d'un plus grand nombre de bateaux à vapeur, qui activeront de plus en plus les échanges devenus plus réguliers et plus faciles par la révision du code de commerce qui est assez avancé et qui le rendra plus approprié aux besoins des transactions. La France, en modifiant ses quarantaines pour les provenances du Levant, s'est, en quelque sorte, associée à cet accroissement de relations. Les cours gratuits qui, sous la protection du gouvernement, ont été le privilège de Marekewy par des ingénieurs anglais et américains au service de la Porte, pour l'instruction professionnelle des ouvriers des fabriques impériales, influeront favorablement sur l'avenir industriel du pays, et sont dignes de l'encouragement dont ils ont été l'objet jusqu'à ce que leur sera continué sans nul doute.

Dans le nombre des mesures qui ont été prises, la charité et la dignité humaine n'ont pas été oubliées. L'inauguration de l'hôpital fondé par la Validé-Sultane pour les classes pauvres, sans distinction de religion, a eu lieu au commencement de l'année, et c'est à peu près à l'annexe que le Sultandé-ida, ex conseil des ministres, la suppression du bazar des esclaves et le droit qu'on prélevait sur leur vente. Nous n'oublions pas de dire que le gouvernement n'a rien négligé pour détruire les préjugés qui s'opposaient à la propagation de la vaccine, et qu'il a fait venir de chaque province deux ou trois jeunes gens qui sont élevés à frais à l'École de Galata-Sérai, où ils apprennent tout ce qui se rattache à l'exercice de la vaccination, de la médecine et de la chirurgie, et d'où ils ne sortent qu'après avoir servi dans leur pays, et y mettre en pratique les connaissances qu'ils auront acquises par leurs études. Ajoutons encore, comme preuve d'un grand esprit de tolérance, que les israélites ont été admis à l'École de Galata-Sérai, et que dans le même temps, ils ont soumis, sans que nous frousser leurs mérites ni leur religion.

Le gouvernement n'a pas perdu un seul instant de vue que les progrès de la nation ne peuvent devenir rapides qu'en élevant sans retard le niveau de ses connaissances. Aussi, après avoir décidé la réorganisation des écoles, il a veillé attentivement à l'application des mesures jugées nécessaires pour l'obtention de ce grand résultat. Il a, de plus, créé un Comité littéraire chargé de présider à la composition d'une grammaire et d'un dictionnaire turcs, et il a fait traduire pour toutes les écoles des ouvrages élémentaires choisis parmi les meilleurs de l'Europe. En même temps qu'il faisait ces emprunts, il voyait un grand nombre de jeunes gens en France, en Angleterre, en Prusse et en Autriche, pour y compléter leurs études et y devenir, au profit de leur propre pays, des hommes spéciaux pour l'armée, la marine, l'enseignement, l'industrie et les arts. Dans ce mouvement ascensionnel de l'intelligence nationale, il n'a pas non plus oublié les sciences ; il a organisé diverses missions scientifiques et ordonné partout des fouilles pour enrichir le musée national et les cabinets d'histoire naturelle.

Dans sa sollicitude pour toutes les populations de l'Empire, l'attention du gouvernement devait naturellement se porter sur les abus anciens et nombreux qui existaient dans les communautés grecques et arméniennes. Des *bouyourouldis* convoquèrent les notables de ces communautés en indiquant les points qui devaient être l'objet de leurs délibérations. La confusion du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel des patriarches fut surtout signalée comme la source de la plupart de ces abus, et si toutes les améliorations n'ont pas encore été réalisées dans le sens complet des *bouyourouldis*, il est néanmoins remarquable qu'on a déjà obtenu la liberté religieuse et individuelle, et que la liberté religieuse et individuelle a cessé de nuire, et que l'on pourra dire que s'accroît à mesure que les intentions de la Porte s'accomplissent mieux et mieux exécutées. Cette sollicitude du gouvernement qui a pour base le bien-être de tous indistinctement, s'est encore manifestée lors de la levée du dernier contingent des troupes de la montagne : en y admettant les sujets non musulmans, et même qu'en appelant au service du bord, des prêtres de leur rite pour l'accomplissement de leurs devoirs religieux, dans la voie qu'ils traquent, et qu'il voulait la réalisation de cette pensée du Sultan ; vous trouvez tous les enfants d'une même famille, à travers tout à une égale affection, pensée remarquable qui amènera avant longtemps la fusion de tous les intérêts, résultat si désirable pour la paix et le bien-être de l'Empire.

Tels sont les faits que se trouvent sous notre plume dans le rapide coup-d'œil rétrospectif que nous venons de jeter sur 1847. Tous attestent la marche progressive du gouvernement ottoman, et indiquent manifestement qu'il est entré dans la voie qui conduit avec certitude à la rénovation des peuples. Mais nous ne nous apercevons que nous n'avons pu énoncer que les principaux faits de l'année qui vient de finir. On sait que depuis quatre ou cinq ans, des négociations étaient pendantes entre la Turquie et la Perse. Les points en litige étaient une définition de frontière, la possession de la ville de Mohakka que la Perse réclamait, et quelques questions politiques et religieuses relatives aux saints lieux et aux mariages mixtes.

Ces questions étaient nombreuses, difficiles, et quelques unes délicates ; à tous moments les feuilles d'Europe voyaient survenir la guerre. La paix cependant a été maintenue, et les négociations ont abouti à un traité. Si jusqu'à présent le traité n'a pas été ratifié et si ces retards se prolongent, ce sera uniquement par la faute du gouvernement persan.

Nous n'avons pas à dire ici la gravité de l'offense qui fut faite, le 25 janvier, au représentant de la Sublime Porte à Athènes, par le roi Othon en personne, et les longues négociations qui ont eu lieu à la suite pour l'aplanissement de ce différend. Modérée et ferme dans sa demande de satisfaction, la Porte ne s'est point laissée un seul instant détourner de la ligne qu'elle s'était tracée dès le commencement de cette regrettable affaire. Le fait était contre le cabinet grec, et le droit était pour elle. Pour obtenir ce qu'elle voulait, elle n'avait qu'à attendre ; et elle a attendu, persuadée que sa dignité n'avait point à souffrir des retards apportés par le calcul à la solution de cette affaire. Elle s'est montrée ferme et résistante, sans tantôt ce qu'exigeaient son honneur et ses intérêts ; les moyens distoires qui ont été employés pour changer les termes de la question, n'ont servi qu'à mettre plus en évidence le droit de l'une et la justice de l'autre, et l'on n'ignore pas que l'Europe diplomatique, durant ces longues négociations, a été constamment du côté de la Turquie. C'est là un des faits les plus capiteux qui se soient passés depuis long-temps ; nous espérons qu'il profitera à tout le monde, et que l'entière satisfaction qui vient d'être donnée par la Grèce à la Turquie, servira de base à des relations, entre les deux états, plus régulières et mieux comprises que par le passé.

Il est un autre fait dont la portée, selon nous, a une importance plus grande encore, qui est l'aplanissement du différend turco-grec, qui était un accident dans les relations politiques des deux états. La mission à Rome de Chékibendi est plus qu'un accident ; c'est un grand événement. Le chef de l'islamisme qui, spontanément, fait féliciter le chef du Catholicisme sur son avènement au trône pontifical, n'est-ce pas là le signe proclame de la communion de l'Orient avec l'Occident ? Et lorsque Pie IX, approuvant la haute signification de l'acte du gouvernement ottoman, envoya un legs à Abdul-Medjid, pour le remercier de l'initiative qu'il avait prise, n'y a-t-il pas, dans ce fait, la condamnation des haines religieuses du passé, et les bases d'un traité de tolérance entre les deux plus grands religions du monde, traité qui aidera puissamment au développement des destinées futures de l'humanité !

Nous finissons ce tableau abrégé et par cela même incomplet en disant que les insurrections du Kurdistan et de l'Albanie ont prouvé une fois de plus aux hommes de l'anarchie que le gouvernement impérial veut partout l'ordre et la justice ; qu'il n'a pas voulu l'ordre d'autre pouvoir que le pouvoir central, d'autres lois que celles qui émanent de l'autorité souveraine du Sultan, et que ceux qui le méconnaissent pour violenter les populations dans leur croyance religieuse, ou porter atteinte à leurs intérêts, seront sévèrement châtiés aussi sûrement qu'ils sortiraient de la ligne de leurs devoirs, afin que les bons citoyens aient confiance dans la protection du Sultan et de ses ministres, et que les méchants renoncent à tout espoir de faire revivre le régime des abus, qui faisait leur force en ruinant l'avenir de la Turquie. Nous allons omettre un des traits les plus saillants de la politique actuelle, dans un des questions les plus importantes de ce pays : la Syrie est tranquille depuis long-temps, et nous le disons à l'encontre de quelques correspondants anonymes, à aucune époque, cette contrée n'a été aussi bien administrée que de nos jours. Pour les gens de bonne foi, c'est là une vérité incontestable et qui ne saurait être infirmée par tous les contes bleus qui se débitent sur le Liban, et dont quelques journaux se font les complaisants écho, à l'instigation du père Azar, qui a bien quelque intérêt personnel à forger ses détestables romans. On voit, par ce rapide exposé, que dans l'ordre matériel, dans l'ordre moral, dans l'ordre politique, l'année 1847 a été bonne pour la Turquie. Avec un Souverain si plein de sollicitude pour les intérêts du pays, une administration si intelligente et si bien intentionnée, l'année dans laquelle nous en-

trons, secondera et développera les résultats obtenus pendant celle qui vient d'être écoulée.

Nous avons annoncé, dans un précédent numéro, que le cabinet grec avait adressé, à S. Exc. le ministre des affaires étrangères, en effet, aux représentants des cinq grandes Puissances, une note officielle dans laquelle il les informe que le cabinet grec ayant donné satisfaction complète au Divan, la rupture des rapports diplomatiques entre les deux gouvernements et l'interdiction du cabotage, ont cessé d'exister ; que les relations entre les deux cours se trouvent replacées absolument dans les mêmes conditions où elles se trouvaient avant ce regrettable incident, et que M. Musurus ira prochainement reprendre ses fonctions à Athènes. Le ministre termine en insistant fortement sur l'importance de conclure un traité de commerce.

Sur un avis du gouvernement, les Armes de Grèce ont été replacées au-dessus de la porte de la chancellerie hellénique. M. Musurus partira pour Athènes vers les premiers jours de la semaine prochaine, sur la frégate à vapeur ottomane de 450 chevaux, le *Vacati-Tidjaret*, à bord de laquelle prendra également passage, pour se rendre à son poste, M. Louis Robert, consul de la Sublime Porte à Syra.

Avant son départ de Constantinople, M. Musurus sera reçu en audience particulière par le Sultan.

On se rappelle que le gouvernement français, pressé par des interpellations parlementaires qui représentaient l'état du Liban comme fort différent de sa situation présente et réelle, prit le parti, par amour du vrai, pour satisfaire et éclairer l'opinion publique, de demander un rapport sur l'état de la Syrie à deux personnes dignes à tous égards d'une pareille mission, MM. le comte de Lallemand et Boré, dont nous avons annoncé le départ au mois d'octobre.

Nous apprenons aujourd'hui que ces Messieurs ont terminé leur mission dont le résultat, si nous sommes bien informés, pourra désorienter plusieurs sortes de gens d'hérodoteux qui croient pouvoir en imposer à l'Europe, en abusant de sa crédulité et de ses sympathies par une correspondance nuisible aux intérêts de la cause qu'ils veulent servir ; puis les dupes de leurs rapports faux et intéressés qui attaquent le gouvernement de la Sublime Porte comme prévaricateur envers les chrétiens, et la France, tout au moins comme complice de ces prévarications ; et enfin, une autre classe d'hommes qui, sous le voile d'une amitié officieuse, est toujours prête à coloniser ou à renverser plusieurs sortes de gens d'hérodoteux par le double amour du bien général de l'Empire et de l'humanité. Ainsi, à les en croire, la France, avec ses pensées ambitieuses, chercherait à abuser de l'antiquité protectrice religieuse que concède la magnanimité des Sultans aux Rois François 1^{er} et Louis XIV, et peu respectueux pour ses devoirs de sincère et loyale alliance, gênerait l'action du gouvernement légitime et compromettrait l'avenir des populations en voulant changer le régime établi au profit d'un nom et d'un intérêt particuliers.

Le gouvernement de S. M. Abdul-Medjid n'a pas besoin d'être rassuré sur ce point ; mais pour l'instruction et l'édification de personnes que nous avons en vue, nous croyons pouvoir leur annoncer que cette espèce d'enquête exécutée avec beaucoup de sagesse et d'impartialité, n'aura d'autre effet que de fournir des preuves nouvelles de la bonne harmonie existante entre la Sublime Porte et le gouvernement français, comme aussi de rendre désormais plus visiblement absurdes et ridicules de pareilles insinuations.

Le Courrier de Marseille, dont nous avons fait mention, il y a peu de jours, l'étrange façon d'écrire l'histoire contemporaine, est dépossédé par la Presse, à l'endroit des affaires de la Syrie. Il est vrai que la Presse n'est pas à ses débuts ; nous avons eu déjà mille à partir avec cette feuille, à l'occasion d'innombrables correspondances qu'il lui arrive par fois de publier sur les hommes et les choses de ce pays. Tous nos efforts pour tirer la Presse de

la mauvaise voie où elle s'est engagée sont, à notre grand regret, restés stériles ; on dirait qu'elle s'y complait. Peut-être aussi pense-t-elle faire preuve de courage, sinon d'impartialité et d'intelligence. Que la Presse nous en croie cependant : il faut un singulier courage pour tracer, de la Syrie actuelle, un tableau semblable à celui qu'elle met sous les yeux de ses lecteurs, au moment même où elle s'agit pour le monde, la Syrie soit jout d'un état d'impunité parfaite ; au moment où heurtes du régime dont elle vient d'être dotée, les populations chrétiennes du Liban sont unanimes à en reconnaître spontanément le bienfait !

C'est l'état des chrétiens, li-on dans la Presse, (Bevrouth 14 novembre) est toujours le même, toujours souffrants, toujours persécutés, toujours dans la pauvre, n'avait aucune apparence de tranquillité, qu'il faut à présent ; toujours les injures, toujours les injustices. Aucun chrétien ne peut sortir de son village, sans se voir massacré, etc., etc.

Le dégoût nous empêche de reproduire le reste de cette correspondance où, comme dans les quelques lignes qui précèdent, et à chaque mot, le mensonge va de pair avec l'impudence. Oui, on a besoin d'un singulier courage, répéterons-nous, pour donner ainsi le change sur la véritable situation d'un pays. Et nous ajouterons que ce courage n'est pas celui des honnêtes gens, des écrivains de bonne foi, dont la Presse est assez abondamment pourvue, du reste, pour qu'il soit permis à cette feuille de se passer de collaborateurs qui font tâche à l'ouvrage remarquable de sa publication.

Mardi dernier, S. M. le Sultan accompagné de S. A. le Grand-Maitre de l'Artillerie, Ahmed-Fethi, et de quelques personnes de Sa suite, s'est rendu au couvent des Derviches-Tourneurs à Péra, et à l'École de Galata-Sérai. A son arrivée, S. M. a été reçu par S. Exc. le médecin en chef de l'Empire et les employés de l'École. Les professeurs qui se trouvaient dans l'établissement, étaient rangés dans la cour intérieure, près de la porte d'entrée, sur le passage du Sultan. A son arrivée, S. M. a visité le jardin de Botanique et a adressé diverses questions sur les noms des plantes et leurs propriétés médicales. De là, S. M. s'est rendue dans ses appartements où plusieurs des professeurs ont eu l'honneur de Lui être présentés.

Cette visite de S. M. s'est prolongée pendant plusieurs heures. Le Sultan s'est montré extrêmement satisfait de tous les renseignements qui Lui ont été fournis sur l'ordre des études et le zèle des élèves, des professeurs et des employés. S. M. a accueilli, avec une insigne bienveillance, toutes les personnes qui ont eu l'honneur de Lui être présentées. Avant de se retirer, Elle a témoigné à S. Exc. le médecin en chef, dans les termes les plus flatteurs, toute Sa satisfaction, et Elle l'a chargé, ainsi que son premier chambellan Hamid bey, de dire que le but de cette visite était de donner une preuve de l'intérêt qu'Elle porte à l'École de Galata-Sérai et à l'établissement de bien-être de l'Empire Impérial aux professeurs, aux élèves et aux élèves de cet utile établissement.

Par ordonnance impériale en date du 26 décembre :

Méhémét-Réhid pachà, chef d'état-major de l'armée d'Arabie, a été nommé commandant en chef de l'armée d'Anatolie, en remplacement d'Omran pachà. Méhémét-Réhid pachà, a complété en France où il a résidé un assez grand nombre d'années, son éducation militaire. Plein de bravoure, d'activité et d'instruction, il réunit, à un degré éminent, toutes les qualités nécessaires pour occuper un pareil poste. Ce choix honore l'administration actuelle, et si on le rapproche surtout des nominations qui ont eu lieu précédemment, et qui ont été successivement Mulerdjim-Méhémét pachà, Emin pachà, Rifat pachà, Abdi pachà, aux premières fonctions militaires, on y verra une preuve de la sollicitude du Sultan pour le bien-être de l'armée et le développement progressif des forces militaires de l'Empire. Tous ces officiers-généralistes ont fait leur en Europe, des études profondes, s'expriment en français avec facilité, connaissent les institutions militaires de différents peuples et toutes les découvertes de la science moderne. Dans un récent ou l'on